

AVANT-PROPOS

Cet article est une version synthétique d'un texte de contribution aux débats internes du NPA, en réponse à un texte de Philippe Corcuff intitulé « Pour une guérilla sociale durable et pacifique » (<http://www.npa2009.org/content/pour-une-guerilla-sociale-durable-et-pacifique-par-philippe-corcuff>). La version complète du présent article sera consultable sur le site de la revue dans les semaines suivant la parution de cette revue.

“

debat

LE MYTHE DU « MAI RAMPANT » ITALIEN MAI RAMPANT OU AUTOMNE CHAUD ?

Jacques-Marc Chastaing

On a souvent coutume d'appeler « mai rampant », l'ensemble des événements qui englobent en Italie toute la période qui va de mars 68 à décembre 69, voire, parfois, jusqu'à 1979-80.

Mais qualifier de « mai rampant » étudiant, toute cette période, c'est donner à la vague de luttes ouvrières italiennes de 1969 nommée « l'automne chaud », pourtant le cœur des événements italiens, la signification d'un simple prolongement du mouvement étudiant. Ce n'est pas exact chronologiquement car ce ne sont pas les étudiants, mais les ouvriers qui ont commencé le long mouvement de luttes de l'Italie des années 1960 et 1970. Ça ne l'est pas non plus quand à l'importance des mobilisations des uns et des autres et leurs poids respectifs sur la vie du pays. Ça ne l'est pas enfin pour leurs significations respectives, puisque c'est le mouvement ouvrier qui a donné sens aux évolutions économiques,

sociales et politiques de toute une période même si c'est le mouvement étudiant qui lui a donné son expression la plus médiatique. Mais au delà de l'inexactitude des faits, cela a surtout l'inconvénient de faire du « mai rampant » un événement « soudain », fortuit, en le coupant des évolutions économiques, sociales et politiques profondes, nationales et internationales qui délimitent une période et dont ils sont les révélateurs. Il n'est pas indifférent de revisiter cette période de l'histoire si l'on veut penser les mouvements de la jeunesse espagnole, les grèves générales grecques, le mouvement des retraites français, les autres luttes européennes comme un tout, une période, dont la portée et la signification la plus profonde



sont données par les révolutions arabes. Car si la situation objective donnée par la crise concernant tous les pays et les continents est aujourd'hui une évidence pour tous, la simultanéité des mouvements actuels autour de la Méditerranée est en train de prendre peu à peu le caractère d'une conscience d'un mouvement commun.

La crise du refus du travail

Toutes les sociétés occidentales dans ces années 1960 et 1970 ont connu la même crise, à des degrés divers, que les patrons ont appelé « la crise du refus du travail ».

Entre la moitié des années 1950 et le début des années 1960, en moins de dix ans, la société italienne est passée d'une société mi-industrielle, mi-agricole, à une société industrielle évoluée.

Le travail industriel, aidé par l'introduction de machines nécessitant pas ou très peu de formation, évolue vers la parcellisation du travail et la déqualification massive des tâches. La croissance économique est

telle que les patrons manquent d'une main d'œuvre acceptant les nouvelles conditions de travail pénibles de l'industrie automobile. Les salariés européens refusent le type de travail qui leur est imposé en échange de l'augmentation du pouvoir d'achat qui leur est promis. Les patrons se débarrassent de leur vieux noyau d'ouvriers professionnels et embauchent massivement des jeunes sans expérience, souvent immigrés et, en Italie, des migrants du Sud du pays.

Dans cette période dite du « miracle économique », entre 1955 et 1960, plus de huit millions et demi de personnes émigrèrent du Sud au Nord et vers les grandes villes.

Turin passa de 700 000 habitants en 1951 à 1 600 000 habitants en 1962. Les quartiers ouvriers débordent : Mirafiori Sud passe de 19 000 habitants en 1951 à 120 000 en 1960, Lingotto de 24 000 à 43 000 et Santa Rita de 23 000 à 89 000. Ce qui liera les problèmes de logement à ceux de l'usine, ce qui ne sera pas sans conséquence. L'usine Fiat Mirafiori avec ses 50 000 salariés était la plus grande concentration ouvrière de l'Europe pendant que l'ensemble des usines Fiat de Turin représentait plus de 90 000 salariés.

Dans cette période de quasi plein emploi, ces jeunes n'acceptent pas facilement de se faire exploiter car les charges de travail s'accroissent plus vite que l'embauche. La prospérité générale devenant manifeste, ces nouveaux recrutés ne sont plus aussi sensibles à la mentalité de reconstruction

La simultanéité des mouvements actuels autour de la Méditerranée est en train de prendre peu à peu le caractère d'une conscience d'un mouvement commun



Cette jeune classe ouvrière amène un sang et un état d'esprit nouveaux à l'ancienne, auparavant contrainte par le patronat, aidé du stalinisme, à reconstruire le pays dans le sang et les larmes au nom de l'unité nationale

de l'après-guerre qui s'incarnait dans la hiérarchie des catégories intégrée dans les accords entre patronat et syndicats. Cette jeunesse ne supporte plus les longues semaines de travail passées à faire un travail parcellisé et sans qualification, à des cadences toujours plus élevées et pour des salaires grignotés par l'inflation qui ne progressent pas en rapport des profits confortables de l'entreprise. L'inflation galopante du moment qui se traduit par une baisse du pouvoir d'achat ruine les promesses d'un avenir meilleur.

Pour domestiquer et diviser cette masse de nouveaux ouvriers, le patronat avait multiplié les catégories professionnelles avec l'aide des syndicats et du PCI qui acceptaient sa logique d'ascension sociale individuelle (durant les premiers mois de 1969 seulement, une quarantaine de conflits éclatèrent sur le seul motif de « changements de catégories » des ouvriers à la Fiat-Mirafiori). Le refus du travail se constate par un absentéisme considérable et un roulement démentiel du personnel. Cette jeune classe ouvrière amène un sang et un état d'esprit nouveaux à l'ancienne, auparavant contrainte par le patronat, aidé du stalinisme, à reconstruire le pays dans le sang et les larmes au nom de l'unité nationale.

Une première vague de grèves sauvages éclata dans la métallurgie du Nord en 1960-61, faisant usage d'un refus collectif des heures supplémentaires obligatoires.

Comme dans les autres pays d'Europe, la tactique syndicale à ce moment, avait pour but de paralyser la production au moindre coût pour les ouvriers. Une application judicieuse de la grève « a singhiozzo » (dans l'atelier) et « a sacchiera » (arrêts coordonnés sur tout le site) mène rapidement au chaos dans la production.

Mais, comme ailleurs, les aspirations de la jeunesse ouvrière débordèrent cette tactique.

De la Piazza Statuto à Valle Guila

En juin 1962, à la Fiat de Turin, qui depuis des années n'avait plus vu de mouvement, une grève éclate, entraînant des milliers de travailleurs pour le renouvellement de la convention collective. La direction de Fiat signe un accord bidon avec les syndicats UIL (dirigé par le PS et les Républicains) et Sida (un syndicat jaune patronal) et proclame le lock-out. La réponse des travailleurs fut une manifestation et... la prise d'assaut du siège de l'UIL, Piazza Statuto. Elle fut suivie de violents affrontements entre la police et des ouvriers, en grande partie jeunes et d'origine méridionale.



En 1964, de nouvelles grèves éclatent, puis, en 1966, naquit le premier organisme ouvrier de base, le conseil d'usine, à l'occasion d'une grève chez Siemens à Milan, qui démontrait que parmi les travailleurs existait une volonté de lutter en élisant leurs propres représentants, sans se fier aux bureaucrates syndicaux, révélant les fondements sociaux d'une transformation des mentalités, phénomène qui allait exploser en 1969.

Le mouvement ouvrier de la Piazza Statuto fonctionne pour toute la société comme un révélateur de ce nouvel état d'esprit. Il entraîne en 1966 une contestation des étudiants contre la hausse des droits d'inscription à l'université en mettant en ligne de mire le caractère de classe du système d'enseignement. Comme la contestation de la catégorisation et de la hiérarchie à l'usine, les étudiants remettent en question l'autoritarisme académique, ressentent comme un conditionnement en faveur d'un consensus et d'une passivité générale. La critique exprimée par le mouvement étudiant est dirigée contre le système capitaliste mais aussi contre les partis, et syndicats, de gauche, accusés d'avoir renoncé à toute tentative de transformation radicale du système existant.

En effet, depuis les événements de la Piazza Statuto, le PSI s'est rapproché de la Démocratie Chrétienne et l'Italie est dirigée dans cette fin des années 1960 par cette majorité de centre-gauche, qui a rapidement mis de côté les promesses initiales de réformes.

Le PCI de son côté regarde avec une réserve croissante puis avec une hostilité déclarée ce mouvement ouvrier et étudiant qui refuse de reconnaître son leadership.

Dès 1967, ces luttes étudiantes se radicalisent et font tâche d'huile. Les étudiants de Pise puis de Milan et de Turin occupent leur université. En décembre, la vague d'occupation touche les universités de Naples, Pavie, Cagliari, Salerne et Gênes. Dès janvier 1968, une dizaine de villes universitaires de la péninsule sont en lutte.

Face à l'expansion du mouvement, les recteurs demandent l'intervention des forces de l'ordre. À Padoue, Venise, Pise, Milan et Florence, les affrontements entre étudiants et forces de l'ordre sont d'une violence extrême. Lors du 1er mars à Rome, des milliers d'étudiants affrontent les flics dans des combats de rue pendant plusieurs heures.

Cette bataille de la Valle Guila, fera plusieurs centaines de blessés autant chez les étudiants que chez les flics. Cet événement initiera plus de 18 mois d'agitation universitaire, le « mai rampant », dont les batailles de rue d'une rare violence dans de nombreuses villes.

Les répercussions de Valle Guila sont immenses et font définitivement passer le mouvement étudiant du plan de la simple contestation universitaire à celui d'une opposition frontale à la société tout entière, cristallisant l'opposition ouvrière qui s'était manifestée localement en 1960-61, 1962, 1964 et 1966, vers une forme clairement nationale et politique, vers la grève généralisée.

Pendant l'été 68, la fermeture des universités entraîne le déplacement de la contestation vers les institutions culturelles. Artistes et étudiants interrompent la Biennale de l'art contemporain et le Festival du cinéma de Venise. En automne, la balle passe dans le camp des lycéens, qui occupent les établissements scolaires et organisent de grandes manifestations.

Les syndicats accusent pourtant d'utiliser la grève à des fins politiques, de dresser les modérés contre les radicaux, de vouloir le "tout ou rien"

La culture du mouvement étudiant est constituée des diverses revues de la gauche non institutionnelle auquel la prééminence de la contestation ouvrière donnera le visage de «l'opéraïsme»; de la critique de la société de consommation élaborée par l'École de Francfort puis Marcuse, et de l'effervescence dans le tiers-monde amorcée par le combat de libération des ex-colonies et relancée par la guerre du Vietnam; de «l'antipsychiatrie» et du mouvement libertaire de la jeunesse apparu pendant les années du «beat italiano»; du courant de pensée féministe, élaboré de manière originale par certaines intellectuelles italiennes.

Entre temps, le mouvement n'a pas cessé chez les ouvriers amplifiant ses caractéristiques de départ. Cela allait être explicite durant toute l'année 1968 chez Pirelli à Milan, avec la naissance du «comité unitaire de base», le CUB, qui prolongeait l'expérience Siemens de 1966. En 1968 à Valdagno, petite ville de la Vénétie réactionnaire ayant toujours vécu autour de l'industrie textile Marzotto, la colère ouvrière éclata de façon

imprévue. Parmi ces travailleurs du textile soumis à un paternalisme digne du XIXe siècle, un conflit sur les temps de travail se transforma rapidement en une grève et une révolte. Le 19 avril, la population de la petite ville descendit dans la rue, affronta la police et jeta bas la statue de Gaetano Marzotto, fondateur de la dynastie patronale du lieu.

Le 2 décembre 1968 encore, à Avola en Sicile, la police tirait et tuait deux ouvriers agricoles en grève. Quelques mois après, le 9 avril 69, la même police tuait deux personnes à Battipaglia, en Campanie, au cours d'une manifestation contre des fermetures d'entreprises.

1969 et « l'automne chaud »

Au printemps 1969, ce sont les ouvriers qui empêchent le déclin du mouvement étudiant, notable dans le reste de l'Europe. Des luttes paralysant la production pendant plus de 50 jours éclatent dans des centaines d'usines grandes et petites, sur les mêmes thèmes : pour l'égalité salariale et contre l'autoritarisme, voire la répression, régnant dans les entreprises.

À l'avant-garde, on trouve les plus grandes usines, où leur nombre met les travailleurs en confiance. Fin juin une grève éclate chez Montedison à Porto Marghera, près de Venise, où, beaucoup de travailleurs accueillent favorablement les manifestations de solidarité des étudiants, que les syndicats accusent pourtant d'utiliser la grève à des fins politiques, de dresser les modérés contre les radicaux, de vouloir le «tout ou rien», etc... La grande usine Fiat de Mirafiori à Turin, elle aussi, est en ébullition. Le 22 mars les ouvriers des presses décident l'auto-réduction de la production. Le 11 avril c'est la grève totale pour la première fois depuis vingt ans.

Les syndicats, dépassés, tentent de reprendre la main en ne mettant en avant qu'un des aspects de la lutte qui ne contestait pas directement les industriels, la dénonciation du problème du logement et de la hausse des loyers. Sur ce thème, ils organisent une journée de grève nationale le 3 juillet 1969. La manœuvre se transforma en son contraire puisque de cette journée, la contestation des ouvriers turinois de Fiat s'étendit autour d'eux à d'autres catégories sociales, notamment les étudiants qui s'associèrent à eux pour prendre comme cible l'usine de Fiat la plus importante, celle de Mirafiori à Turin. Des échauffourées violentes s'ensuivirent entre des manifestations d'ouvriers et d'étudiants convergeant vers Mirafiori et la police qui tentait de protéger l'usine. Le combat de rue s'étendit peu à peu au quartier puis à d'autres secteurs de Turin. Les échauffourées de Turin furent le point de départ de «l'automne chaud».

Dès le retour des vacances, les grèves qui n'avaient pas cessé, reprirent de plus belle et s'étendirent un peu partout dans le pays. Le 2 septembre, à la Fiat de Turin, une grève de deux heures proclamée par les syndicats est prolongée par des centaines de travailleurs





La tradition italienne de la diversité des capitales de la Péninsule, contrairement à la centralité politique française, facilite cet émiettement et cette séparation entre l'action syndicale et l'espace politique

bloquant la chaîne de montage. 30 000 travailleurs sont renvoyés chez eux : c'est une tactique de la direction pour les dresser les uns contre les autres, les modérés contre les radicaux. La bureaucratie syndicale reprend la situation en main, réussissant à obtenir de Fiat le retrait de ce lock-out et à isoler, selon ses mots, la « minorité d'ouvriers extrémistes qui, en bloquant la chaîne de montage, font du tort à tous les travailleurs ».

Les directions syndicales avaient eu le temps de prendre la mesure du mécontentement ouvrier et de mettre au point leur tactique.

Cet automne de 1969 était aussi l'échéance des contrats collectifs de 5 millions d'ouvriers de la métallurgie, de la chimie, du bâtiment et d'autres catégories. Les dirigeants syndicaux avaient ainsi un cadre tout trouvé permettant de canaliser et émettre l'explosion de mécontentement ouvrier : ils allaient fixer aux métallos l'objectif d'un « bon contrat » pour la métallurgie, aux travailleurs de la chimie celui d'un « bon contrat » pour leur catégorie, etc., permettant d'éviter le mouvement d'ensemble, la « grève générale » et la mise en cause directe du gouvernement. Les directions syndicales mirent au point la tactique dite des grèves « articulées » : tel jour les métallos firent grève, tel autre les travailleurs

de la chimie, tel autre le bâtiment. Des grèves « générales » purent aussi avoir lieu... mais par province ou même par ville, contre la vie chère ou la hausse des loyers. Au niveau des entreprises, les dirigeants syndicaux prônaient les grèves tournantes, un atelier après l'autre, sous prétexte de causer le plus de dommages possible aux patrons à moindres frais pour les ouvriers. Mais le but réel était d'empêcher que l'ensemble des travailleurs se retrouve dans la même lutte. Ainsi on assista à une multitude de grèves et journées d'action par catégorie professionnelle, secteur d'industrie, branche, atelier, usine, ville ou région pour empêcher l'unification de la lutte de l'ensemble des travailleurs, pour empêcher la grève générale et la prise de conscience politique qui peut en découler.

La tradition italienne de la diversité des capitales de la Péninsule, Rome, Turin, Milan, Naples, contrairement à la centralité politique des institutions sociales et géographiques françaises, facilite cet émiettement et cette séparation entre l'action syndicale et l'espace politique.

En Italie, le 6 septembre, ce sont les ouvriers métallurgistes, de la chimie et du bâtiment qui sont en grève, le 11 septembre de nouveau les métallos. Le 16 septembre, les ouvriers de la chimie et du ciment et les métallos des industries à participation d'État. Le 17, encore le bâtiment. Le 19 de nouveau les métallurgistes du secteur d'État. Le 24, la direction de Pirelli lock-out, entraînant les jours suivants une grève générale à Milan. Le 8 octobre, Fiat Mirafiori est en grève. Le 9 octobre, c'est la grève générale dans le Frioul. Le 10 octobre,

Une partie de l'appareil d'État était le siège de troubles complots visant, si la tension sociale continuait, à préparer un tournant vers un gouvernement autoritaire

C'est une grève nationale de plus de 250 000 salariés dont 10 000 de la Mirafiori. En même temps à Gênes, un des pôles sidérurgiques italiens, des dizaines de milliers de métallurgistes en grève défilent dans la ville. Les grèves se succèdent, non seulement à Milan et à Turin mais aussi dans cent autres villes. Les 15 et 16 octobre, grève à Milan contre la vie chère et théâtre de violents affrontements. Le 17 octobre, grève générale nationale à laquelle participent des millions de travailleurs. Le 19 novembre, à nouveau Milan. Le 27 novembre, 1 000 ouvriers bloquent la production de Fiat Mirafiori, rejoints par 7 000 étudiants devant les grilles de l'usine. Le 28 novembre, manifestation nationale des métallos à Rome.

Les affrontements sont de plus en plus féroces au fur et à mesure que l'automne avançait.

En encourageant le foisonnement et la diversité des luttes, tout en empêchant leur coordination sur un terrain politique, il s'agissait d'empêcher l'étape suivante d'une contestation explicite du pouvoir et de gêner par la même occasion la création de partis politiques du prolétariat.

En novembre et décembre, les syndicats réussirent à faire approuver peu à peu les conventions collectives secteur par secteur. Le 7 novembre, ils signaient le contrat collectif du bâtiment, le 7 décembre le contrat de la chimie, le 8 celui des métallos du secteur public. C'est le 21 décembre, dans un climat politique désormais profondément modifié par l'attentat de la Banque de l'Agriculture quelques jours plus tôt, que la signature de la convention de la métallurgie met fin à « l'automne chaud ».

Dans bien des entreprises, mécontents de structures syndicales très hiérarchiques et loin de leur contrôle, les travailleurs avaient commencé à élire des délégués d'atelier. Sur ce terrain, les directions syndicales firent le nécessaire pour reprendre le contrôle d'une base qui commençait à leur échapper. Elles allaient retourner la situation en institutionnalisant ces délégués d'atelier sous forme de « conseils d'usine ». Elles proposèrent un système d'organisation par délégués ouvriers. Conscients que c'était leur seul moyen de garder un quelconque contrôle sur les luttes, les syndicalistes devaient se proposer comme délégués devant des assemblées pour ensuite se réunir pour une réunion du « conseil des délégués ouvriers ».

Ceux-ci devaient devenir l'organe de base du syndicat unitaire que les trois confédérations

syndicales, CGIL, CISL et UIL, s'annonçaient décidées à construire ensemble. La promesse de l'unité, celle des trois confédérations, allait devenir un moyen de mieux contrôler la base.

Les résultats du mouvement furent modestes, des améliorations de salaires et d'horaires, un notable progrès en matière de possibilités politiques et syndicales avec la fin, au moins pour quelque temps, de l'autoritarisme patronal sans pitié qui avait régné depuis les années 1950 dans les usines. En 1971 l'ensemble s'institutionnalisera avec le « *statut des travailleurs* » concédé par le gouvernement.

La bombe de Piazza Fontana et la fin de « l'automne chaud »

À partir de novembre, alors que la combativité ouvrière s'épuisait dans les divisions de la tactique syndicale, la bourgeoisie, dans un premier temps surprise et effrayée par l'intensité des luttes ouvrières, commence alors à orchestrer une campagne de presse contre les « extrémistes ». La première occasion en est les événements du 19 novembre à Milan, quand des affrontements entre manifestants et policiers aboutissent à la mort d'un policier. Le 12 décembre, une bombe explosait dans le hall de la Banque de l'Agriculture, Piazza Fontana à Milan, faisant 16 morts. Dans les jours qui suivirent, l'attentat fut attribué à des anarchistes. L'un d'eux, Giuseppe Pinelli, mourut dans les mains de la police milanaise.

En fait, l'attentat de Piazza Fontana n'allait être que le premier d'une série d'actions du même type émanant de l'extrême droite et de certains milieux de la police et de l'armée, politique que l'on allait baptiser « la stratégie de la tension » : une partie de l'appareil d'État était le siège de troubles complots visant, si la tension sociale continuait, à préparer un tournant vers un gouvernement autoritaire. Il n'y en eut en fait pas besoin, les organisations syndicales suffirent comme gardiennes de l'ordre capitaliste.

La préoccupation des partis de gauche et des syndicats n'était pas de préparer la classe



ouvrière à faire face à ce danger. Elle était de mettre un terme au plus tôt à l'agitation sociale. Le 21 décembre, peu de jour après l'attentat, la signature du contrat collectif des métallos du secteur privé, qui avaient été l'avant-garde de l'« automne chaud », apparaissait comme une capitulation politique devant la menace d'un État fort et mettait un point final à cette saison de luttes.

La centralisation de l'État bourgeois avait eu raison de l'absence de généralisation du mouvement ouvrier.

Quelles leçons de « l'automne chaud » ?

Malgré les efforts acharnés des organisations syndicales pour maintenir les revendications sur le plan économique, « l'automne chaud » donna naissance à un mouvement qui, se faisant l'écho des aspirations des jeunes ouvriers et étudiants, remettait en cause l'exploitation capitaliste elle-même. De nombreux groupes révolutionnaires ont émergé en 1968-1969. Deux d'entre eux qui avaient choisi de s'orienter vers

Les révolutionnaires ne "font" pas la révolution, ni la "grève générale", ils ne commandent pas aux faits, ils permettent à ceux-ci d'accoucher de ce que les périodes portent

les ouvriers se sont développés au cours de l'« automne chaud » les faisant passer d'un réseau d'intellectuels-militants autour de revues à des organisations nationales de dizaines de milliers d'ouvriers et d'étudiants en l'espace d'un an avec une implantation dans la classe ouvrière industrielle plus forte que celle de presque tous les autres courants de la gauche révolutionnaire internationale.

Mais faute d'une politique s'adressant à tous les travailleurs, capable de se saisir de chaque instant, de chaque événement, pour renforcer le camp ouvrier, son homogénéité et sa conscience, ils ne réussirent pas à passer au stade du parti révolutionnaire.

De ce fait, découragés, une partie d'entre eux a glissé vers le « compromis historique » c'est-à-dire un passage pacifique au socialisme à travers une insertion des forces populaires dans les institutions en réintégrant le PCI et son soutien à la Démocratie Chrétienne, l'autre vers le « brigadisme » des brigades rouges censé faire pièce au terrorisme « noir ».

Tirer les leçons de ce passé, ce n'est pas tenter d'additionner des héritages comme on additionne des assiettes pour en faire une pile.

Les révolutionnaires ne « font » pas la révolution, ni la « grève générale », ils ne commandent pas aux faits, ils permettent à ceux-ci d'accoucher de ce que les périodes portent. La révolution n'est pas un éclair dans un ciel serein dont il suffit de connaître la formule pour la maîtriser. C'est une suite d'événements ininterrompus multiples qui passent alternativement d'une crise politique grave au débouché parfois insurrectionnel pour se replier sur des conflits économiques épars, puis passer à de nouveaux soulèvements sociétaux, ceux-là, touchant parfois tel secteur de la société, parfois tel autre, telle ou telle classe, telle ou telle partie du monde, réagissant à une injustice locale, prenant un cours souterrain un instant, avant de resurgir, plus forte et plus consciente d'elle-même avançant toujours un peu plus loin, chaque événement différent mais tous pris dans le même maelström révolutionnaire où on ne peut séparer le local du général, le mouvement de ses objectifs, la tactique de la stratégie, l'économique du politique, le socialisme de la révolution.

Il est temps de penser le mouvement des retraites en France, le soulèvement de la jeunesse espagnole, les révolutions arabes comme la manifestation d'un tout, d'une période, à qui il s'agit maintenant de donner son expression politique commune. ■

